L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 12 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS

VENDREDI MATIN, 13 OCTOBRE, 1871.

Les Douaniers de l'Administration Fédérale.

Nous disions dans notre article d'hier qu'avec l'histoire budget, qui est à la disposition de M. Boutwell, secrétaire du Trésor fédéral, il était facile à l'administration de commettre, par la corruption, et au moyen de sommes d'argent habilement distribuées, toute espèce de fraudes électorales; nous disions que l'administration avait à son service de grands capitaux dont personne ne lui demanderait jamais compte, parce que jamais personne ne serait à même de porter la lumière sur toutes les parties qui composent le vaste revenu du gouvernement national; nous disions qu'à la résignation passée dans le au-dessus des forces d'une commission parlementaire formée *ad hoc*, et qu'ainsi l'administration n'avait à craindre aucune responsabilité à raison de ses opérations et de ses manœuvres financières. Les comptes et calculs qui ont été faits à propos de certaines douanes et de la douane de Charleston en particulier viennent à l'appui de tout ce que nous avons publié à ce sujet et nous les citerons comme un exemple des sommes énormes qui ont pu être détournées de la au profit des agences électorales que l'administration entretient dans les Etats, pour y perpétuer la domination des gouverneurs radicaux. Nos lecteurs seront étonnés de la part que cette administration fait au Trésor des Etats-Unis et de la part qu'elle se fait à elle-même. Voici le résumé de ce que la collection du port de Charleston coûtait avant la guerre, comparée à ce qu'elle a coûté après et à ce qu'elle coûte aujourd'hui.

En 1857, le revenu de la douane, collecté à Charleston, lorsque les droits d'entrée s'élevaient en moyenne à 14½ pour cent, était de $619,578, et les frais de collection ne dépassaient pas $90,542.

Dans les 12 mois expirant le 31 mars 1872, toutes les importations de Charleston se sont élevées seulement à $561,063. En d'autres termes, le revenu de 1872 n'était guère que de $71,000 au-dessous des importations totales de 1871. Que pensez-vous qu'aient pu être les frais de collection pour des importations aussi désastreusement réduites par la guerre et par l'ordre des choses établi au retour de la paix? Le tableau suivant nous l'apprend de la manière la plus claire et la plus incontestable:

Revenu collecté en 1857: $619,578.— Frais de collection en 1857 $90,542. Ce qui fait à peu près 14 ½ pour cent du revenu.

Revenu collecté en 1872 sur une importation totale de $561,063, à une moyenne de droits d'entrée de 40 pour cent, $224,425. Frais de collection en 1872 pour salaires de douaniers $66,542; ce qui fait le 22 pour cent du revenu.

Il reste à ajouter à ce compte les frais incidentels de combustibles, gaz, etc., qui étaient compris dans l'état de 1857, et nous allons au moins $10,000 de plus, ce qui élèvera les frais de collection à 27 pour cent contre 7 1/2 en 1857. Il faut ajouter encore à ces frais l'entretien d'un pôtre de revenu dont le service du 1er juillet 1870 au 30 juin 1871 a coûté $20,000.

Maintenant, pour montrer que l'année 1871-72 n'est pas une année exceptionnelle et que le relevé de ces énormes frais de collection est une chose régulière et parfaitement tolérée par l'administration, nous remontons aux trois années précédentes et nous y trouvons des scandales ridiculisme encore plus forts:

	Total des importations.	Droits collectés à 40 pour cent.	Frais de collection.
1869	$388,000	$155,212	38 pour cent.
1870	498,800	198,930	25 "
1871	510,884	204,359	34 "
1872	561,063	232,488	22 "

En conséquence les scandales dont nous parlions sont des faits connus, établis, notoires, autorisés, et l'administration reçoit des comptes sans objection et donne son approbation sans mot dire. On entretient aujourd'hui autant d'employés qu'en 1857, époque où les recettes de la douane de Charleston, sur le pied d'un droit d'entrée de 14 pour cent en moyenne, (tarif démocratique) étaient aussi fortes que la somme totale des importations d'aujourd'hui avec un tarif moyen de 40 pour cent.

Il ressort pour nous bien clairement que les employés, tous radicaux bien entendu, servent de sinécures pour qu'ils n'ont rien à faire, ou qu'ils figurent sur les livres comme qu'en réalité ils n'existent pas, leurs salaires allant chaque mois se joindre à la masse des fonds que l'administration met de côté pour des besoins électoraux. Mais soit qu'on l'explique d'une manière, soit qu'on l'explique d'autre, on voit que le parti radical pèse toujours de son influence corruptrice sur le gouvernement des Etats et que le Président Grant on ignore ce qui se passe, ou ne le comprend pas; bien qu'il exploite la situation dans l'intérêt de son pouvoir et pour le perpétuer.

Dans le premier cas, il est coupable d'incompétence; dans le second il est complice de connivence avec le parti dont les agents ne le font ni trembler ni rougir. Cette pauvre Caroline du Sud, qu'en nous l'avons brillant Etat avant la guerre, pays d'honneur et de probité; aujourd'hui pays perdu de dettes, perdu de mœurs et livré sans pitié aux passions sauvages d'un peuple d'affranchis livré lui-même au délire de la licence et de la débauche, et ce qui est plus fort que tout à l'audace sans frein de l'ignorance. Et le commerce de la Caroline, qu'est-il devenu? On vient de le voir. Sous l'administration de M. Pierce et de M. Buchanan les droits de douane seuls, avec un tarif de 14 pour cent, faisaient pour le port de Charleston un revenu dont le montant égalait la valeur totale des importations d'aujourd'hui avec un tarif de 40 pour cent en moyenne. Quel beau succès pour la politique du parti radical, pour la politique d'un parti qui se dit économiste et restaurateur! Et quelle belle recommandation au suffrage du peuple! Si ce peuple était éclairé on seulement il était indépendant et soustrait aux influences de la corruption et de la fraude.

Le port de Charleston est tombé au troisième rang, et néanmoins, comme on l'a prouvé par le tableau que nous venons donné, il offre encore aux projets de l'administration des ressources précieuses. Que se passe-t-il donc dans les autres ports? Les ports qui ont moins souffert que ceux de Charleston, ou qui ont prospéré des événements de la guerre et à l'établissement de l'ordre nouveau? Que se passe-t-il à Norfolk, à Baltimore, à Philadelphie, à New York? A New York, on le sait, la douane y a été mise au pillage, et cette exécutive simulée d'expropriation, le pillage continue, à ce qu'on assure. Que se passe-t-il à Boston, à Portland? Et au Sud, que se passe-t-il à Wilmington, à Richmond, à Savannah, à Mobile, et à la Nile-Orléans, sans compter Key-West et Galveston? Est-ce que le système de fraude n'a pas dû être adopté, et pratiqué partout? Qu'on nous dise ce que l'administration du Trésor est sur un point et nous dirons ce qu'elle est partout. Avec ces pratiques elles à dévoiler, impossibles à arrêter, surtout que le fonds de corruption existe et que l'administration est assez puissante pour acheter toujours, en cas de besoin, une majorité électorale sur huit à neuf millions de suffrages.

LE DÉMONSTRATION ANTI-PRUSSIENNE.—Le *Gaugeoise* publie, en tête de son numéro du 30 septembre, l'adresse que la députation signée de 4 généraux, 26 officiers supérieurs, 288 officiers de l'armée, en fait à l'ex-ministre de la guerre, M. Le Bouleux, du journal et remise à l'ex-ministre en chef par deux officiers de l'armée, une surtéléphone spécialement dédiée à cet effet.

Monsieur le rédacteur,

Nous, soussignés, officiers et employés de l'armée impériale, croyant vous exprimer nos plus ardentes sympathies et notre plus sincère reconnaissance pour votre attitude virile et résolue, suivant de votre patriotisme, contre des sentiments que nous considérons comme anti-patriotiques.

Soyez satisfaisamment dans la voie que vous suivez pour la défense de l'honneur de l'Autriche, et que le succès couronne vos efforts!

Vienne, le 6 septembre 1872.

Avec cordialité.

Le *Figaro* a reçu la lettre suivante:

Monsieur,

Votre excellent journal nous a dit que le saint Maurice était la fête de M. V. H., parce qu'on disait *H. Maurice*.

Nous nommerons vice-président: préférer la France de ne pas choisir Hugo: ce serait courir au *Père-H.*

Agréez, etc.

Un de vos abonnés.

Voilà la France prévoyante.

NOUVELLES DE FRANCE.

Nous lisons dans la *Patrie* du 12 octobre:

On nous assure que la question de savoir si M. Thiers ne pourrait pas, à cette occasion, de nouveau, se rendre à Versailles, a été résolue par la négative. Le président du conseil, dès lors, se serait prononcé définitivement contre le voyage, et, en ce sens, il aurait été décidé que les retouches de la dernière heure.

Ce n'était pas d'abord, dit-on, l'avis de M. Thiers, qui, malgré son amour de la tribune, est loin de méconnaître le danger qu'il aurait à céder à l'instance de quelques amis, au premier rang desquels MM. de Malleville, Périer, Rogot (du Nord), Target, Rivet, Ricard, qui lui auraient démontré la nécessité de quelques déclarations indispensables, auraient dit ces négociateurs, pour rassurer l'opinion publique.

Nous aurons donc un discours qui aurait pour principal objet de tracer à nouveau la ligne de démarcation qui sépare "la République conservatrice" de la "République radicale."

On [illegible] que le président de la République, et d'autres ces deux villes et plusieurs arrondissements, sera présenté à l'Assemblée nationale, au début de la session.

Une nouvelle, dont nous laissons toute la responsabilité à l'*Espérance du peuple*, de Nantes:

On [illegible] de la [illegible] tion [illegible] ces d'Orléans. M. le duc d'Aumale adresserait à M. Bocher une lettre manifeste dans laquelle il expliquerait sur l'attitude des princes de la branche cadette vis-à-vis de M. le comte de Chambord. Ce document paraîtrait naturellement dans le *Journal de Paris*. A l'occasion de cette quasi-élection archiraliste de la nationale du comte de Chambord, il est question d'un grand dîner suivi d'une réception politique. Il aurait lieu le 29 septembre à Frohsdorf; M. le marquis de Mun aurait déjà lancé les invitations. On nous assure même que quelques-uns des partisans les plus décidés de la fusion figurent parmi les invités.

Emprunté au *Figaro*:

"M. Thiers a eu hier un long entretien avec M. Léon Say, au sujet de la reconstruction prochaine des Tuileries.

"Sur son désir, une demande de crédit pour la réédification du palais sera déposée par le gouvernement dans une des *premières* séances de la prochaine session.

"Nous pouvons donner comme certaine cette nouvelle, que nous tenons de source absolument sûre."

LA QUESTION DE L'EVÊCHÉ DE GENÈVE.

Voici à titre de document, et d'après le *Courrier* [illegible], le [illegible] adressé par [illegible] Marmillod, évêque d'Hébron:"

Monseigneur,

Les évêques suisses, réunis auprès des saints tombeaux des martyres de la légion thébaine n'ont pas voulu se séparer sans exprimer à Votre Grandeur l'expression de leurs fraternelles sympathies.

Votre cause est la nôtre; vous défendez les droits de l'Eglise, l'indépendance légitime de son autorité spirituelle et la liberté des consciences catholiques.

Le gouvernement de Genève, après avoir violé la liberté des associations religieuses, après avoir fermé les écoles libres des Frères de la doctrine chrétienne et des Sœurs de la charité, par ses nouvelles prétentions et par ses mesures arbitraires, porte une grave atteinte à la constitution même de l'Eglise.

L'episcopat suisse ne peut se taire: il vous encourage à rester ferme devant ces empiètements.

Nous félicitons tous vos prêtres et les catholiques du canton de Genève de ce qu'ils se groupent autour de vous dans cette résistance légitimes. Qu'ils le sachent: ils ne seront pas isolés.

Les catholiques de la Suisse, ceux du monde entier, et en général tous les amis de la justice seront avec vous, parce que, fidèles aux paroles de la Sainte-Ecriture: vous OBÉISSEZ A DIEU PLUTOT QU'AUX HOMMES.

Nous vous donnons le plus tendre et le plus fraternel salut de nos cœurs, en vous disant des paroles que saint Paul disait à son cher Timothée:

"Soutenez le saint combat de la foi, travaillez à remporter le prix de la vie éternelle, à laquelle vous avez été appelé, confessant glorieusement la vérité en présence d'une multitude de témoins."

Donné à l'abbaye de Saint-Maurice (Valais), 24 septembre 1872.

Pierre-Joseph, évêque de Sion.
Etienne, évêque de Lausanne et de Genève.
Charles-Jean, évêque de Saint-Gall.
Eugène, évêque de Bâle.
Etienne, évêque de Bethléem, abbé de Saint-Maurice.
Gaspard, évêque d'Antipatris, auxiliaire de Coire, au nom de l'évêque de Coire.

L'INCENDIE DE L'AMERICA.

On écrit de Yokohama (Japon) en date du 6 septembre:

La nouvelle la plus importante que j'ai à vous transmettre est l'incendie du steamship américain de la Pacific Mail, qui a brûlé dans notre rade le 24 août. L'*America* était arrivé à Yokohama dans la matinée du même jour, avec les passagers, les mailes et les marchandises de San Francisco.

L'*America* fut dominée par une femme de chambre qui, jeunant de terre, venait d'entrer dans le salon des dames; elle y fut prise à la gorge par une odeur de charbon et de fumée, qui lui parut insolite et elle s'empressa d'aller prévenir un officier; celui-ci n'eut pas de peine à constater l'existence d'un incendie dans la cale antérieure; mais avant que l'alarme qu'il donna instantanément eût pu mettre d'organiser les moyens de sauvetage usités en pareil cas, les flammes perçaient de tous côtés, le pont fut envahi d'un bout à l'autre, et à part une ou deux embarcations qui se trouvaient déjà sous les tangons et dans lesquelles se précipitèrent pêle-mêle et sans réflexion un grand nombre de passagers chinois (tous les malheureux qui se trouvaient à bord de l'*America* se virent sans moyen de salut. M. Drake, le capitaine, dont la conduite fut digne d'éloges, sauvetage tellement, pour essayer de noyer un chargement de poudre qu'il avait embarqué pour Hong-Kong, dans la matinée du jour même, qu'il fut atteint par les flammes et n'eut d'autre ressource, pour sauver sa vie, que de se jeter précipitamment à la mer.

Le feu avait si entièrement embrassé le bâtiment de l'avant à l'arrière, qu'on eût pu croire qu'il avait été répandu par une traînée de poudre ou de pétrole.

Plus de 190 Chinois étaient à bord; ces malheureux rentraient dans leur patrie après un exil volontaire de plusieurs années passées en Amérique. Ils rapportaient leurs petites économies et par suite une aisance relative dans leurs pauvres familles. Quand ils se virent entourés par les flammes, ils perdirent la tête et se mirent à vociférer de toutes leurs forces, les uns se précipitant dans les canots qui étaient le long du bord, les autres se jetant résolument à la mer. Ils engendrèrent une confusion inouïe, et sans le dévouement et l'empressement que mirent au sauvetage quelques bâtiments qui étaient mouillés près de l'*America*, notamment le *Volga*, capitaine Flambeau, un nombre considérable d'hommes aurait péri.

Dès les premières lueurs de l'incendie le commandant supérieur de la marine française, M. le Breton de Kanergat, expédia des secours dont il pouvait disposer; un de ses officiers, M. de Radcaust Boulbon, eut la satisfaction d'arracher six malheureux passagers à une mort certaine. Le *Volga*, qui par son voisinage immédiat de l'*America*, avait beaucoup à craindre pour lui-même, se dégarnit cependant d'une portion de son monde et coopéra d'une manière très efficace au sauvetage des victimes.

Ces dévouements sont d'autant plus beaux et méritoires que par suite des pertes qu'il avait à bord, l'*America* menaçait de sauter d'un moment à l'autre. Une explosion eut lieu en effet, mais par un hasard heureux, elle ne fit aucun mal aux sauveteurs: un petit rembourrage de la Compagnie du Pacifique, seul, en reçut quelques atteintes.

Quand il fut reconnu qu'il n'y avait plus aucun espoir pour l'*America*, les embarcations de la corvette italienne *Vittor Pisani*, tentèrent de le couler, mais elles ne purent y réussir.

L'*America* avait la réputation d'être le plus beau et le meilleur des paquebots de la Compagnie du Pacifique, il avait été construit à New-York sur les chantiers de MM. George Steers & Co. pour la somme de 1,260,000 dollars; il avait encore à bord, au moment de l'incendie, présumé tout son chargement et notamment 400,000 piastres en argent. On estime la perte totale à environ dix millions de francs.

Les victimes qui ont péri dans ce sinistre s'élèvent au nombre de cinquante-huit, savoir: 3 Européens et 55 Chinois.

M. THIERS ET LE BONNET PHRYGIEN.—La *Gazette du Midi* vient de publier la lettre que M. Thiers adressa à M. Lisbonne, alors préfet de l'Hérault, à l'occasion de l'installation, par les conseillers radicaux de ce département, du buste de la République coiffé d'un bonnet phrygien, dans la salle des délibérations du conseil:

"Monsieur le préfet,

"J'ai reçu de M. Lisbonne une dépêche fort modérée au sujet de la ridicule affaire de la République, représentée par un bonnet phrygien, et impuisé sans cette hardie du conseil général de l'Hérault. Je crois que cette triste affaire se terminera en faisant certaines raison à ceux qui, par leurs pensées, compromettent la cause de la République; mais puisque j'en s'obstine dans une manifestation désagréable, vous y mettrez ordre et vous ferez disparaître une image inconvenante qui blesse les sentiments d'une partie du conseil général et ceux de la France tout entière. La majorité a des droits assurément que nul ne doit méconnaître, mais elle n'a pas celui de blesser gratuitement la minorité, quand il n'y a que l'autre vélléité à le faire que d'être désagréable à ses adversaires et de provoquer l'opinion publique par des manifestations qui réveillent les plus malheureux souvenirs.

"A. THIERS."

—Le docteur X.... est aussi insipide amateur que mauvais médecin. Aussi la baronne de Z..... à laquelle il venait de faire une visite disait l'autre soir:

—"Jamais l'épithète de *mortellement ennuyeux* n'a trouvé une plus juste application."

Une Conversation de M. Thiers.

On [illegible] rappelle [illegible] récit d'une [illegible] avec le président de la République [illegible] publie. Il y a environ un an, M. Rogier d'Argault, collaborateur de la Patrie, [illegible] Gand, [illegible] M. d'Arnaud [illegible] avoir reçu de M. Thiers une longue entrevue, [illegible] en ces termes:

Une fois de plus, — me fit l'honneur de me dire M. Thiers, — je répéterai que je veux la paix, rien que la paix; chacun en [illegible] pire allemand est le dernier qui pourrait songer à recommencer la guerre contre nous. Ses hommes d'Etat reconnaissent qu'en nous prenant, dans l'enivrement d'un triomphe chèrement acquis, des territoires non allemands, ils ont commis une faute, car ces territoires, ils ne sont utiliser une force pour le nouvel empire, sont une cause incessante de faiblesse; mais ce qui est fait est fait.

L'Autriche nous est des plus sympathiques, comme nous sommes, nous, des plus sympathiques à ce peuple bon et loyal.

L'Autriche ne peut oublier que pendant tout année, j'ai consacré mes relâches politique malheureuses qui venaient l'affaiblissement de cette puissance, et que ce n'est point par haine et esprit politique que je déplore autant tant de malheurs à cette intéressante nation, que le génie de ses rend, par tant de côté, si semblable à la nôtre.

Les sentiments amicaux de la Russie nous sont connus, l'argent encores.

[illegible] pas, ne saurait être veut être notre ennemie. Si, en dehors de l'action d'une partie du gouvernement; si, à l'encontre des idées personnelles du tsar-guillaume, des idées fausses ont pu se propager dans un certain milieu et des événements se produisent, ces idées et ces événements ne sauraient avoir de fâcheuses conséquences.

Les Italiens ne peuvent oublier que nous apparaîtrons à la même mer.

Vous avez entendu parler de revanche! Qui parle de revanche? Ce n'est ni moi ni personne autour de moi, si aucun de ceux qui sont vraiment à cœur de voir la France redevenir grande et forte.

La revanche, nous l'aurons bien par les armes, mais par le travail, par notre génie industriel et créateur, et en nous maintenant nous et notre génie dans la ligne du vrai, beau, du vrai grand.

On dit que certaines branches de notre industrie sont en décadence, que les prix ne sont plus [illegible] Paris tout [illegible] par les ouvriers allemands et par l'activité de Vienne. C'est archifaux. Si les ouvrières communes, si l'article quelque fabriqué en Allemagne et à Vienne prennent place à côté de nos ouvrières communes et de notre article quand sur les marchés étrangers, les objets fabriqués, nos produits [illegible] et [illegible] vient quand [illegible] jeter précipitamment à la mer.

Le feu avait si entièrement embrassé le bâtiment de l'avant à l'arrière, qu'on eût pu croire qu'il avait été répandu par une traînée de poudre ou de pétrole.

Plus de 190 Chinois étaient à bord; ces malheureux rentraient dans leur patrie après un exil volontaire de plusieurs années passées en Amérique. Ils rapportaient leurs petites économies et par suite une aisance relative dans leurs pauvres familles. Quand ils se virent entourés par les flammes, ils perdirent la tête et se mirent à vociférer de toutes leurs forces, les uns se précipitant dans les canots qui étaient le long du bord, les autres se jetant résolument à la mer. Ils engendrèrent une confusion inouïe, et sans le dévouement et l'empressement que mirent au sauvetage quelques bâtiments qui étaient mouillés près de l'*America*, notamment le *Volga*, capitaine Flambeau, un nombre considérable d'hommes aurait péri.

Dès les premières lueurs de l'incendie le commandant supérieur de la marine française, M. le Breton de Kanergat, expédia des secours dont il pouvait disposer; un de ses officiers, M. de Radcaust Boulbon, eut la satisfaction d'arracher six malheureux passagers à une mort certaine. Le *Volga*, qui par son voisinage immédiat de l'*America*, avait beaucoup à craindre pour lui-même, se dégarnit cependant d'une portion de son monde et coopéra d'une manière très efficace au sauvetage des victimes.

Ces dévouements sont d'autant plus beaux et méritoires que par suite des pertes qu'il avait à bord, l'*America* menaçait de sauter d'un moment à l'autre. Une explosion eut lieu en effet, mais par un hasard heureux, elle ne fit aucun mal aux sauveteurs: un petit rembourrage de la Compagnie du Pacifique, seul, en reçut quelques atteintes.

Quand il fut reconnu qu'il n'y avait plus aucun espoir pour l'*America*, les embarcations de la corvette italienne *Vittor Pisani*, tentèrent de le couler, mais elles ne purent y réussir.

L'*America* avait la réputation d'être le plus beau et le meilleur des paquebots de la Compagnie du Pacifique, il avait été construit à New-York sur les chantiers de MM. George Steers & Co. pour la somme de 1,260,000 dollars; il avait encore à bord, au moment de l'incendie, présumé tout son chargement et notamment 400,000 piastres en argent. On estime la perte totale à environ dix millions de francs.

Les victimes qui ont péri dans ce sinistre s'élèvent au nombre de cinquante-huit, savoir: 3 Européens et 55 Chinois.

MORT DE LIGIER.—M. Ligier, ancien acteur de la Comédie-Française, est mort à Bordeaux, le 27 septembre, à la suite d'une attaque d'apoplexie.

Ancien sociétaire de la Comédie-Française, Ligier était [illegible] Bordeaux. Il [illegible] son [illegible] dans [illegible] Le célèbre tragédien était né à Bordeaux en 1797, d'une famille pauvre. Cédant à la passion qui l'entraînait, il commença par jouer des rôles secondaires au théâtre de sa ville natale. Des [illegible] le [illegible] Paris, où il débuta, en 1819, au Théâtre-Français, [illegible] Porte-Saint-Martin, où il débuta, en 1819, au Théâtre-Français, [illegible] la mesure de son talent dans Auguste d'Angeville.

Rétrograde à la Comédie-Française, en 1821, il y resta jusqu'en 1833, et créa une foule de rôles qui marquent d'une empreinte [illegible] Ligier [illegible] Ligier [illegible] Ligier